

**RAPPORT N° 2022/3-25
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 30 juin 2022**

OBJET

**DENSIFICATION DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS ROUGE (COMMUNE DE SAINTE-MARIE) –
ATTRIBUTION DU MARCHÉ DE FOURNITURES COURANTES DE 150 LOGES EN ENFEU ET AUTORISATION
DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHÉ CORRESPONDANT**

Dans le cadre de ses compétences en matière funéraire, la CINOR souhaite densifier le cimetière intercommunal de Bois Rouge à Sainte-Marie.

Une mission de maîtrise d'œuvre a été confiée en octobre 2020 au bureau d'études techniques In SITU, pour densifier le cimetière intercommunal de Bois Rouge.

Outre les travaux allotés en 3 lots, le projet de densification consiste aussi, pour le lot 3, en la fourniture de 150 loges en enfeu et leur installation sur site du cimetière intercommunal pour un montant prévisionnel de 758 000.00 € HT (valeur février 2022)

Le délai d'exécution pour ce marché de fournitures courantes a été fixé à 10 mois.

Les crédits sont prévus comme pour les travaux au budget Investissement, chapitre 23 , (opération SU0536CS).

A l'issue des études, une consultation de fournisseurs en procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée le 28 avril 2022 pour cet achat de fournitures conformément aux articles R. 2161-2 à 2161-5 du code de la commande publique, et la date limite de remise des offres fixée au 14 juin 2022.

A l'issue de la consultation, 2 plis ont été reçus :

- Run PREFABETON qui a indiqué ne pas être en mesure de remettre une offre pour ce marché

- GRANIMOND / Grand Travaux de Construction, pour un montant de 744 000 euros HT

NB : Le groupement GRANIMOND / Grand Travaux de Construction a présenté un sous-traitant PME locale : TSOI pour un montant de 81 842 euros HT

Le maître d'œuvre a procédé à l'analyse des candidatures des offres régulières, au vu des pièces de candidatures réglementaires remises par les candidats et selon les critères d'appréciation de capacité économique et financière et de capacité technique et professionnelle, prévus au règlement de consultation.

Après examen de ces pièces, le candidat ayant remis la seule offre régulière présente les capacités financières et techniques suffisantes pour exécuter le lot concerné.

Après avoir examiné les offres et pris connaissance du rapport d'analyse établi par le maître d'œuvre, la Commission d'appel d'offres réunie en séance du 30 juin 2022 a attribué au fournisseur ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse (offre classée 1ère, au regard des critères de jugement des offres pondérés fixés au règlement de consultation) comme suit :

Désignation	Classement	Fournisseur candidat	Montant de l'offre € HT (valeur mai 2022)
Fourniture de 150 loges en enfeus et leur installation sur le site du cimetière intercommunal de Bois Rouge à Sainte Marie	1	GRANIMOND / Grand Travaux de Construction <i>Sous-Traitant PME locale : TSOI (pour un montant de 81 842 euros HT)</i>	744 000 euros HT

Le montant de l'offre classée première s'élève à 744 000 € HT, pour une estimation du maître d'œuvre de 758 000,00 € HT, soit à – 1.846 %.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- Approuver les pièces constitutives de ce marché de fourniture courante
- Autoriser Le Président à signer le marché avec le fournisseur **GRANIMOND / Grand Travaux de Construction** le montant de **744 000 euros HT**, conformément à la décision de la commission d'appel d'offres en date du 30 juin 2022 ;

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-25-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**DECISION N° 2022/3-25
du Bureau de la Communauté
en séance du 30 juin 2022**

OBJET

**DENSIFICATION DU CIMETIERE INTERCOMMUNAL DE BOIS ROUGE (COMMUNE DE SAINTE-MARIE) –
ATTRIBUTION DU MARCHE DE FOURNITURES COURANTES DE 150 LOGES EN ENFEU ET AUTORISATION
DONNEE AU PRESIDENT DE SIGNER LE MARCHE CORRESPONDANT**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article» (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des délégués communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2022/3-25 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-25-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché de fourniture courante

ARTICLE 2

D'autoriser Le Président à signer le marché avec le fournisseur **GRANIMOND / Grand Travaux de Construction** pour le montant de **744 000 euros HT**, conformément à la décision de la commission d'appel d'offres en date du 30 juin 2022 ;

Nombre de votants : 12
Suffrages exprimés : 12
Vote pour : 12
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde

10 8 Jun 2022

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20220630-BC2022-3-25-DE
Date de télétransmission : 11/07/2022
Date de réception préfecture : 11/07/2022